Cameroun-Crise anglophone : Lourdes pertes humaines aux rangs des séparatistes
Deux chefs séparatistes ont été abattus dans des combats par un détachement du Bataillon d'intervention rapide (BIR, unité d'élite de l'armée camerounaise).

Les deux chefs qui se faisaient appeler « généraux » dirigeaient des gangs qui terrorisaient les habitants de plusieurs localités du Sud-ouest dont Mamfé, Bachuo Akagbe, Nchemba, Okoyong, Bachuo Ntai…

Quelques jours avant d'être pris pour cibles sur renseignements militaires par l'armée, les « généraux » de l'Ambazonie (Etat imaginaire des séparatistes) avaient arraché puis détruit une partie des biens matériels du don présidentiel offert par le chef de l'Etat en septembre dernier.

Dans son discours à la nation du 31 décembre dernier le président Biya menaçait de neutraliser tous les séparatistes qui n'accepteraient pas son appel à déposer les armes, « si l'appel à déposer les armes que j'ai lancé aux entrepreneurs de guerre reste sans réponse, les forces de défense et de sécurité recevront instruction de les neutraliser. Je suis bien conscient en effet de la désolation que ces insurgés infligent aux populations de ces régions. Cette situation ne peut plus durer », déclarait le chef d'Etat camerounais.

Les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest majoritairement peuplées des camerounais

d’expression anglaise, sont secouées depuis fin octobre 2016 par des revendications socio politiques qui ont débouché sur des violences ayant fait au moins 165 morts dans les rangs des forces de défense et de sécurité. Et au moins 400 morts parmi les civils dans des homicides diversement attribués aux deux camps.

Plus de 347 000 déplacés internes ont été enregistrés dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. Après avoir lancé un plan d’urgence humanitaire de 12,7 milliards FCFA en faveur des victimes de la crise anglophone, le président Biya a mis sur pied un Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration (CNDDR) placé sous l’autorité du Premier ministre, qui a pour mission d’organiser, d’encadrer et de gérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants de Boko Haram et des groupes armés du Nord-Ouest et du désireux de répondre favorablement à l’offre de paix qui leur a été faite. Et offre à terme, aux ex-combattants une perspective de réinsertion sociale.

237actu/koaci.com